

Alexandra Senfft au cimetière de Landsberg am Lech en Bavière. Maurice Weiss/Ostkreuz pour La Croix



Alexandra Senfft, l'héritage du silence

Munich, Seestall
De notre envoyé spécial

Munich, capitale d'une insolente prospérité bavaroise. La Fondation Literaturhaus fait salle comble pour un débat organisé par l'Institut für Zeitgeschichte de Munich, une institution fondée en 1949 pour soutenir la recherche sur la dictature nationale-socialiste, sur le thème de la mémoire du passé nazi dans les histoires familiales. Devant un

Allemagne, les vestiges de la mémoire (1/4).
Près de soixante-dix ans après sa condamnation à mort et son exécution comme criminel de guerre, la mémoire de Hanns Ludin, ambassadeur du Troisième Reich en Slovaquie, continue à peser sur ses descendants. Alexandra Senfft, sa petite-fille, a brisé le déni familial.

auditoire attentif, trois auteurs – Wibke Brunhs, Martin Doerry et Alexandra Senfft –, parlent de leur expérience : un père exécuté pour sa participation à la tentative d'assassinat d'Adolf Hitler le 20 juillet 1944 ; une grand-mère juive assassinée à Auschwitz ; un grand-père représentant du Troisième Reich en Slovaquie. « *Combien de gens ont détruit leurs documents de famille en pensant se débarrasser de leurs problèmes ? C'est une grande erreur, lâche Alexandra Senfft.* »
Lire page suivante. ●●●

repères

La famille Ludin

Hanns Ludin (1905-1947)

Ambassadeur du Troisième Reich en Slovaquie de janvier 1941 à avril 1945.

Il se rend volontairement aux troupes américaines en Autriche en mai 1945. Il est fait prisonnier en Allemagne, puis est extradé, en octobre 1946, par les Américains vers Bratislava, à la demande des autorités tchécoslovaques.

Condamné à mort pour crimes de guerre, il est pendu le 9 décembre 1947.

Erla Ludin (1905-1997)

Épouse de Hans Ludin dont elle a eu six enfants : quatre filles (Erika, Barbara, Ellen, Andrea) et deux fils (Tilman, Malte).

Erika Ludin (1933-1998)

Fille aînée de Hanns et Erla Ludin. Mariée à Heinrich Senfft, avocat, deux enfants.

Alexandra Senfft (née en 1961)

Fille aînée de Heinrich et Erika Senfft (née Ludin). Elle a deux enfants.

1987. Master Études moyen-orientales/littératures allemande et anglaise à Hambourg.

1990. Observatrice de l'UNRWA, puis porte-parole de l'organisation à Gaza.

1991. Journaliste indépendante pour différentes publications (Süddeutsche Zeitung, Die Zeit, Frankfurter Allgemeine Zeitung).



Monument des déportés des camps de concentration à Kaufering (Bavière). Maurice Weiss/Ostkreuz pour La Croix

Suite de la page précédente.

●●● sous les applaudissements. Que se passe-t-il à la génération suivante si on refoule l'histoire familiale et si on n'affronte pas le passé? La culpabilité et la honte continuent de travailler en nous. »

Paradoxe. Ce matin, le quotidien Bild célèbre le « plaisir de l'Allemagne », à la une d'un numéro spécial publié à l'occasion de son 65^e anniversaire. « Pourquoi le monde envie notre économie, notre culture et notre stabilité politique. Et pareil pour notre football » titre le tabloïd, à côté d'une photo de jeune femme en bikini, aux couleurs – rouge, jaune et noir – de la République fédérale. La veille, Alexandra Senfft nous a accueillis chez elle à Seestall, un village de Haute-Bavière au sud-ouest de Munich. La commune héberge plusieurs familles de réfugiés depuis 2014. Soixante-douze ans après, la génération des Kriegskinder (les « enfants de la guerre ») s'efface peu à peu. Pour leurs descendants, le national-

socialisme appartient aux livres d'histoire mais le passé a laissé ses empreintes dans le paysage. À l'est du bourg, une pancarte « KZ-Gedenkstätte 150 m » pointe vers un chemin entre les arbres, en direction d'un mémorial érigé en 1950 par l'État bavarois. Vingt-deux victimes juives du camp de concentration de Kaufering furent jetées là dans une fosse commune, creusée dans les bois, au bord de la rivière. Une dizaine de kilomètres plus au nord, Landsberg am Lech, chef-lieu de district, abrite la prison où Hitler écrivit Mein Kampf pendant ses huit mois de captivité en 1924. Entre 1945 et 1951, près de 300 criminels de guerre y furent exécutés, avant d'être enterrés dans l'anonymat d'un petit cimetière.

Alexandra Senfft, 55 ans, petite-fille de Hanns Ludin, « envoyé de 1^{re} classe et ministre plénipotentiaire du Grand Reich allemand » en Slovaquie pendant plus de quatre ans, a raconté la vie de sa mère, dans un livre publié en 2007

« Que se passe-t-il à la génération suivante si on refoule l'histoire familiale? La culpabilité et la honte continuent de travailler en nous. »

(1). Dans la famille, l'ex-ambassadeur restait le « bon nazi », un diplomate ignorant que ses ordres de déportation conduisaient les juifs slovaques à une mort certaine. Loyale jusqu'au bout, Erla Ludin, sa veuve décédée en 1997, avait élevé ses six enfants dans la fable d'un père innocent, « victime de son époque », un déni lourd de conséquences pour Erika Ludin, l'aînée de la fratrie.

Le 9 décembre 1947, à Salem, dans un internat sur les bords

du lac de Constance, Erika Ludin, 14 ans, apprend la mort de son père, exécuté par pendaison. Hanns Ludin, un nazi de la première heure, responsable de la mort de 60 000 déportés juifs, a été jugé et condamné à mort pour crimes de guerre par un tribunal de la Tchécoslovaquie communiste. Erika, l'aînée, la fille préférée, n'a pas vu depuis deux ans ce père admiré à qui elle continue d'écrire des lettres. Elle se doute que cette fin brutale a quelque chose à voir avec ses anciennes fonctions mais elle ne comprend pas. Deuil impossible. Larmes interdites. Fin 1947, les enfants Ludin entourent leur mère drapée de noir autour du sapin de Noël. Personne ne parle plus à Erika de ce père coupable, à la fois aimé et haï. La seule personne qui aurait pu l'aider, Erla, cette mère si proche et si lointaine, ne lui donna jamais cette vérité devenue taboue.

Alexandra Senfft voit dans ce conflit l'origine du mal-être de sa



mère, source d'une colère qu'elle retournera contre elle, dans un « lent suicide ». Dans les années 1960 et 70, mariée et mère de deux enfants, Erika continue à se débattre avec ce poids mortifère, parfaitement consciente de la réalité occultée par la légende familiale. Elle se punit ensuite dans une dérive autodestructrice, en noyant sa déprime dans l'alcool et les cigarettes.

Comment décide-t-on de tout clarifier? « C'est un processus long ●●●

Les « petits-enfants de la guerre » partagent leur expérience

— Un réseau d'associations regroupant des personnes nées entre 1960 et 1975 marquées psychologiquement par la Seconde Guerre mondiale anime des échanges dans tout le pays.

Munich
De notre envoyé spécial

Dans les années 1980, le psychiatre et psychanalyste Hartmut Radebold avait fait le lien. Les troubles psychiques qui affectaient ses patients avaient quelque chose à voir avec la Seconde Guerre mondiale. Ces « *Kriegskinder* » (« enfants de la guerre »), dit-il, n'avaient « *jamais été autorisés à être en deuil* ». Les conséquences d'une enfance ou d'une adolescence pendant la Seconde Guerre mondiale n'avaient pas été perçues. Par ignorance ou par tabou.

De très nombreux auteurs – thérapeutes, sociologues, ou journalistes – se sont intéressés depuis aux séquelles psychologiques de l'époque du national-socialisme, y compris sur la génération suivante : dépressions, peurs diffuses, troubles de l'orientation, sentiments de culpabilité et de honte, troubles du sommeil, difficultés de concentration ou de communication et autres troubles de l'identité. Le phénomène a pris de l'ampleur : depuis une quinzaine d'années,

des associations de *Kriegsenkel* (« petits-enfants de la guerre »), nés entre 1960 et 1975, se sont formées et organisent régulièrement des rencontres, colloques et séminaires. Les partages d'expérience se poursuivent sur des forums et des pages Facebook.

Selon une étude de l'Université de médecine de Leipzig, 12 % des Allemands âgés de plus de 60 ans souffriraient d'un syndrome post-traumatique.

« Une partie de la génération des "petits-enfants de la guerre" souffre de symptômes qui n'ont pas leur source dans leur propre existence », explique la journaliste Sabine Bode, auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet. Des parents bloqués émotionnellement, déprimés ou distants, ont mis leurs enfants à distance. Les émotions manifestées par leurs enfants les renvoyaient à leur propre sentiment enfoui de détresse ou de dénuement. Les enfants ont deviné intuitivement ce qui relevait du domaine de l'omission ou du non-dit, héritant du traumatisme de leurs parents. Selon une étude rendue publique en 2011

par l'Université de médecine de Leipzig, 12 % des Allemands âgés de plus de 60 ans souffriraient d'un syndrome post-traumatique.

Des sociologues allemands comme Harald Welzer ou Michael Heinlein ont critiqué l'utilisation inflationniste du concept de « *transmission intergénérationnelle du traumatisme* ». Ils y voient le reflet d'une tendance plus générale à l'auto-victimisation dans la culture politique allemande, une façon, selon eux, d'éviter la question de la responsabilité. « *Les coupables et leurs descendants ne doivent pas se présenter comme des victimes*, insiste le psychologue Jürgen Müller-Hohagen. *Le terme "enfants de la guerre" ou "petits-enfants de la guerre" peut contribuer à cette distorsion de la réalité.* »

« *Tout n'a pas à voir avec le grand-père, la grand-mère ou la Seconde Guerre mondiale* », ajoute Stefan Ochaba, membre du « groupe de travail pour les conséquences intergénérationnelles de l'Holocauste » (PAKH), fondé en 1995 par des Allemands juifs et non juifs, auquel Alexandra Senfft a consacré un chapitre dans son livre *Der Lange Schatten der Täter*. Lui aussi a confronté l'histoire familiale et le silence qui entourait le passé nazi de son grand-père Erich Ochaba. « *Je suis un petit-enfant de nazi*, dit-il, en forme de provocation, *pas un petit-enfant de la guerre* ».

François d'Alañon

L'ambivalence des mémoires

— La mémoire familiale s'oppose souvent à la culture mémorielle officielle.

Munich
De notre envoyé spécial

« *Opa war kein Nazi* » (« Grand-Père n'était pas un nazi »). Le psychosociologue allemand Harald Welzer et son équipe ont fait de cette phrase, souvent entendue dans le cadre de leurs recherches, le titre choc de leur publication en 2002 (1). Une série d'entretiens familiaux et d'interviews avait été menée avec des membres de familles allemandes sur la manière dont on parlait de l'époque nazie et de l'Holocauste.

La génération des enfants et des petits enfants montrait une forte tendance à présenter parents et grands-parents comme des héros de la résistance quotidienne au nazisme ou des victimes de la

De nombreuses initiatives s'attachent à réduire l'écart entre discours publics et discours privés familiaux.

guerre. Un sondage confirmait, par ailleurs, que les membres des familles allemandes considéraient qu'il n'y avait pratiquement pas eu de nazis chez eux. Paradoxalement, expliquent les auteurs de l'étude, l'information et l'éducation sur les crimes nazis et l'Holocauste incitent les descendants à transformer leurs parents ou grands-parents en sauveurs de juifs ou en résistants. Bref, la mémoire émotionnelle s'oppose à la mémoire cognitive.

Depuis, de nombreuses initiatives s'attachent à réduire l'écart entre discours publics et discours privés familiaux, entre la culture mémorielle pratiquée dans l'enseignement, les discours officiels et les commémorations et la mémoire familiale. Des descendants analysent publiquement et de façon critique leur histoire familiale. Des rencontres réunissent descendants de coupables, sympathisants ou simples témoins et descendants de victimes. « *L'histoire familiale fait partie de la confrontation du passé* », insiste l'historien Oliver von Wrochem, directeur du Centre d'études du mémorial du camp de concentration de Neuengamme au sud-est de Hambourg.

François d'Alañon

(1) « Grand-Père n'était pas un nazi ». National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale, Gallimard, 2013.



Photo Maurice Weiss/Ostkreuz pour La Croix

●●● et pénible, répond Alexandra Senfft. *Grandir dans une famille construite sur le déni et les mensonges n'incite pas à poser des questions critiques. La seule fois où j'en ai discuté avec ma grand-mère, dans son appartement de Munich, elle m'a dit que j'étais trop jeune pour comprendre. Quand je l'ai fait avec ma mère, elle réagissait par le déni ou commençait à pleurer ou à se fâcher en justifiant les choses. J'ai vite compris que ce n'était pas un sujet à aborder et j'ai arrêté d'y penser. Pour moi, mon grand-père n'était qu'un nazi détestable, un étranger avec qui je n'avais aucun lien affectif.* Adolescente, Alexandra Senfft adopte plus ou moins les explications familiales pour le comportement de sa mère : dysfonctionnement hormonal, héritage familial dépressif, influence négative du conjoint... La disparition brutale de sa mère, à l'âge de 64 ans, achèvera de la convaincre d'y ajouter la clé primordiale du déni familial.

Entre-temps, la vie s'est chargée de lui ouvrir les yeux. Porteparole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens à Gaza, au début des années 1990, Alexandra Senfft fait la connaissance fortuite du psychologue israélien Dan Bar-On. Une relation amicale se noue avec ce spécialiste dans le traitement des survivants de l'Holocauste qui vient de réaliser en Allemagne une série d'entretiens avec des enfants de criminels nazis. En 2005, le documentaire réalisé par son oncle, Malte Ludin (2), l'incite à aller plus loin. « *Mes relations avec ma mère s'étaient tendues du fait de son alcoolisme. En écrivant ce livre, j'ai rétabli un lien avec elle en réalisant l'ampleur de son traumatisme. La figure de ma grand-mère, idéalisée par la famille, cachait une réalité moins édifiante : elle a sacrifié sa fille aînée au maintien du roman familial.* »

Alexandra Senfft a surmonté la culpabilité, les peurs et les doutes. Au sein du clan, certains l'accusent d'avoir « *souillé le nid* » en mettant son récit sur la place publique, mais elle se dit fière de l'avoir « *nettoyé* ». « *Personne n'a le monopole de l'histoire familiale*, dit-elle. *Des relations se sont rompues, mais d'autres les ont remplacées. C'est le prix à payer.* » Alexandra Senfft ne l'a pas seulement fait pour ses enfants, dans l'espoir de briser la dynamique destructive du refoulement transmise à travers les générations. « *C'est aussi un acte politique pour encourager les gens à affronter leur passé familial. Si la mémoire publique n'est pas reliée à la mémoire privée, elle peut facilement devenir un rituel creux.* »

Alexandra Senfft a prolongé sa démarche en s'engageant publiquement. Dans un second livre, publié en 2016 (3), elle explore, avec d'autres descendants de criminels nazis, les voies de la confrontation au passé du récit familial transmis à travers les générations. Plus que les néonazis, Pegida ou l'AFD, elle s'inquiète du discours d'exclusion en vogue aujourd'hui dans le huis clos des salons privés, expression d'une forme de continuité avec l'idéologie nazie. « *Les figures publiques, en particulier les politiciens, ont la responsabilité de témoigner publiquement de leur histoire familiale, une façon d'aider les autres à briser l'héritage du silence. L'histoire se répétera si nous n'affrontons pas l'histoire en nous.* »

François d'Alañon

(1) Schweigen tut weh. Eine deutsche Familiengeschichte, Ullstein Buchverlag, 2007.

(2) 2 or 3 Things I Know About Him, Malte Ludin, plan7 filmverleih, 2005.

(3) Der Lange Schatten der Täter, Piper Verlag, 2016.

Mercrèdi Sabrina Janesh,
Une identité multiple